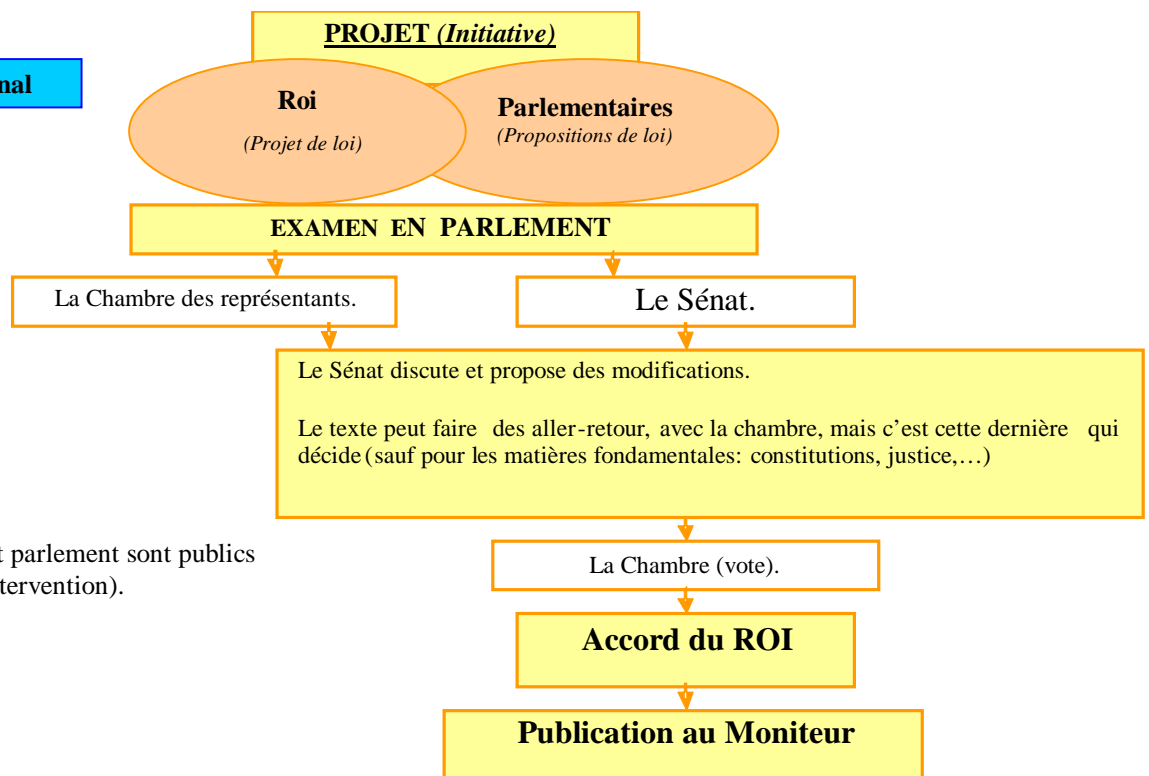


**Au niveau national**



Les débats au sénat et parlement sont publics (écoute mais pas d'intervention).

L'interpellation se fera par les politiques. Le recours se dépose auprès du **Parlement**.

## Intervenir au niveau des gouvernements fédéral, communautaire ou régional, provincial

La plupart des lois adoptées par **le parlement** ont pour origine un projet de loi du gouvernement. Le temps nécessaire à l'élaboration de ce projet est bien souvent un moment utilisé par les associations, syndicats, groupes de pression, etc. pour essayer d'influer sur son contenu. A cette étape, le gouvernement choisit parfois de consulter les associations et autres groupes concernés.

**Les députés et sénateurs** examinent les projets ou propositions de loi et votent leur adoption après avoir éventuellement proposé des modifications ou posé des questions (écrites ou orales) aux ministres et demander la création d'une commission d'enquête chargée d'éclaircir un problème précis. Il est possible de solliciter un parlementaire pour qu'il pose une question aux membres du gouvernement, les obligeant alors à prendre position sur le problème soulevé. La réponse aux questions posées par écrit est publiée.

**Les parlementaires** peuvent être à l'origine d'une proposition de loi et la déposer au Parlement. Ils ont donc la possibilité d'introduire une proposition émanant de groupes, associations, etc....ou rédigée en collaboration avec eux.

Lors de l'examen du texte en commission, les membres de cette dernière peuvent proposer des modifications, des ajouts ou retraits, appelés amendements. Il a ainsi été parfois possible pour des groupes ou associations de faire adopter des amendements sur lesquels ils avaient directement travaillé.

Au niveau de la création, elle peut se faire lors des propositions à la Commission Européenne.

Les commissaires ont la possibilité de proposer au Parlement européen et au Conseil de l'Union européenne des directives, des règlements ou recommandations. C'est donc notamment auprès d'eux qu'il faut agir lorsqu'on souhaite influencer sur leur contenu :

- \* par des **Groupes de pression** (représentants des milieux socio-professionnels, associations et lobbies) présents à Bruxelles, siège de la Commission européenne, pour suivre et tenter d'influer sur l'élaboration des nouvelles normes européennes
- \* par des **Comités économiques et sociaux** (*représentants des différentes composantes à caractère économique et sociale de la société civile : syndicats, ...*). Ils sont obligatoirement consultés dans les domaines concernant les conditions de vie des citoyens : santé publique, agriculture, transports, libre circulation des travailleurs, etc....

**CONTROLE**  
de  
l'application  
et de  
l'exécution  
des normes  
européennes

\* **Commission européenne** : lorsqu'une directive européenne n'est pas inscrite dans le droit belge, un règlement non respecté, il est possible de demander à la Commission européenne d'intervenir auprès des pouvoirs publics belges. Il faut s'adresser auparavant aux autorités responsables de l'infraction pour établir leur mauvaise volonté. Un simple courrier présentant ce que dit la norme européenne et la législation belge, les citations entreprises auprès des autorités pour que l'infraction cesse et ce qui est demandé à la Commission peut suffire. Cette dernière pourra alors adresser un avertissement au gouvernement et, si ce dernier n'est pas suivi d'effets, engager une procédure auprès de la Cour de justice des Communautés européennes (qui veille au respect du droit communautaire) pour faire condamner l'Etat belge.

\* **Cour des droits de l'homme (CEDH)** : Sa mission consiste à vérifier que les droits et garanties prévus par la convention sont respectés par les Etats (le droit à un procès équitable, le droit au respect de la vie privée et familiale, de la détention arbitraire, etc.). Pour cela, il faut qu'elle soit saisie d'une plainte (requête) introduite par des individus victimes, la Cour rend un arrêt que le pays concerné est obligé d'exécuter.

## Le Médiateur

Il existe des médiateurs communaux (*mais pas dans toutes les communes*), des médiateurs provinciaux, des médiateurs par régions, ainsi que des médiateurs au niveau fédéral.

Le médiateur est là pour régler les difficultés ou litiges existant entre l'administration et le citoyen. Il peut s'agir d'un « Ombudsman » ou d'un « Médiateur local » au niveau communal.

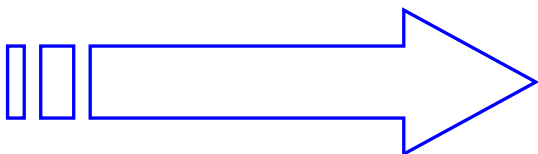
Le médiateur examinera les plaintes individuelles concernant les actes et le fonctionnement des administrations. Il analyse le conflit, propose des solutions, bref tente de réconcilier le plaignant avec l'administration.

Lorsque que le fonctionnement d'une administration est mis en doute, le médiateur peut mener des investigations (*des audits*) et constitue un rapport.

Sur base des constatations qu'il a faites à l'occasion du traitement des plaintes individuelles et de ses audits, le médiateur peut formuler des recommandations. Selon le cas, celles-ci sont adressées soit à l'administration compétente s'il s'agit d'un conflit avec la commune – une province – une région ; soit au Parlement s'il s'agit du fédéral.

Chaque année, le médiateur remet un rapport sur les manquements constatés au sein de l'administration, sur les progrès enregistrés et sur les améliorations à apporter.

Tous les trois mois, il fait un bilan des plaintes traitées auprès de chaque administration. **Le médiateur constitue ainsi un recours pour le citoyen**, un contrôle et un conseil pour l'administration.



Pour en savoir plus :  
<http://mediateur.wallonie.be>